



Taux actuels de démaciation : 6.4% retard de croissance : 24.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 14.1%

Source: Gouvernement vietnamien. (Profils de surveillance de la nutrition, 2015)

Bons résultats

- Viet Nam : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Viet Nam : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Viet Nam : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- Viet Nam : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 97% des enfants en 2015.
- Viet Nam : en 2015, 94.2% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Viet Nam : 95.8% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Viet Nam : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (96.1% en 2014) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Viet Nam : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Viet Nam : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Five Year Socio-Economic Development Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Viet Nam : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Viet Nam : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.


Viet Nam: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	8.4%	2012	13e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	7.9%	2015	12e ex aequo
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	4e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	96.1%	2014	3e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Moyen	2016	5e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2017	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	97%	2015	8e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	94.2%	2015	7e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	78.2%	2015	3e
Visites médicales pour les femmes enceintes	95.8%	2014	10e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2006-2010	38e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2017	40e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013-2014	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	o	2016	45e

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel